

La « violence » des Gilets jaunes quand la fait-diversification fait diversion

« Restaurer l'autorité de l'État face aux désordres de la rue est un exercice aussi indispensable que risqué – il y va tout de même de l'ordre républicain. L'inadmissible spectacle de Toulouse livré aux désordres de l'acte XXII des Gilets jaunes illustre une fois de plus, s'il en était besoin, la faiblesse d'un État qui n'ose plus, qui recule, qui craint le pire. Emmanuel Macron doit aussi retrouver ce 'sens de l'État' sans lequel il ne serait pas un homme d'État »

Éditorial, *La Dépêche du Midi*, 14 avril 2019, au lendemain de l'acte 22¹

OLIVIER BAISNÉE

Maître de conférences en science politique
Sciences Po Toulouse
LaSSP
France
olivier.baisnee@sciencespo-toulouse.fr

ALIZÉ CAVÉ

Doctorante allocataire en science politique
Sciences Po Toulouse
LaSSP
France
alize.cave@sciencespo-toulouse.net

CYRIAC GOUSSET

Doctorant allocataire en science politique
Sciences Po Toulouse
LaSSP
France
cyriac.gousset@gmail.com

JÉRÉMIE NOLLET

Maître de conférences en science politique
Sciences Po Toulouse
LaSSP
France
jeremie.nollet@sciencespo-toulouse.fr



Les manifestations de Gilets jaunes qui ont eu lieu chaque samedi à Toulouse, comme dans d'autres villes françaises, ont été très souvent médiatisées sous l'angle des violences de certains manifestants contre des biens (vitrines de banques, matériel urbain, etc.), mais aussi contre les forces de l'ordre et parfois contre des journalistes. Ce cadrage, qui s'est imposé au fil des semaines, peine à rendre compte d'autres aspects aussi structurants que flagrants, mis en évidence notamment par de nombreux chercheurs (Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, 2019 ; Bendali., Challier, Della Sudda *et al.*, 2019 ; Ravelli, Bendali, Bonin *et al.*, 2020 ; Souillard, Sebbah, *et al.*, 2020)². D'une part, il a longtemps conduit à minimiser (et à légitimer) la violence physique des forces de l'ordre contre les manifestants. D'autre part, il a occulté la violence sociale qui est pourtant à l'origine des manifestations des Gilets jaunes. La domination sociale et économique subie par les personnes mobilisées est en effet relativement peu évoquée. S'il y a des exceptions, dont certaines ont été remarquées (tels les reportages de Florence Aubenas³ ou le minutieux travail de David Dufresne⁴ pour documenter les violences policières), les journalistes français ont globalement

Pour citer cet article, to quote this article,
para citar este artigo :

O. Baisnée, A. Cavé, C. Gousset, J. Nollet « La « violence » des Gilets jaunes : quand la fait-diversification fait diversion. Les routines journalistiques à l'épreuve des manifestations à Toulouse (novembre 2018-juin 2019) », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo* [En ligne, online], Vol 10, n°1 - 2021, 15 juin - June 15 - 15 de junho.

URL : <http://www.surlejournalisme.com/rev>

eu le plus grand mal à donner du sens à un mouvement qui s'est – au moment où l'on écrit – déployé pendant 17 mois (interrompu seulement par l'épidémie de Covid-19). En se focalisant sur les accès de violence physique qui ont émaillé le mouvement, les cadrages dominants au sein du champ journalistique ont occulté les revendications politiques des Gilets jaunes.

Cet article questionne la production structurale d'un tel cadrage. Celui-ci surprend car ce qu'il se passait chaque semaine dans les rues de Toulouse, comme dans de nombreuses autres villes, tant en termes de contestation de la domination sociale, politique et économique que de déploiements spectaculaires de violence et de répression des forces de l'ordre, semblait rentrer dans les catégories pratiques de la *newsworthiness* (nouveau, caractère spectaculaire et aisément illustrable, rupture dans le cours ordinaire des choses et des événements). Or, c'est principalement la violence d'une partie des manifestants qui a retenu l'attention. Comment expliquer la production d'un cadrage à ce point à rebours de faits observables lors de manifestations pourtant directement accessibles aux journalistes chaque samedi ? L'hypothèse défendue dans cet article est que les routines du travail journalistique ont conduit à représenter la mobilisation des Gilets jaunes avec des biais si puissants que la médiatisation semble presque sans rapport avec les manifestations que les auteur·es du présent article ont observées et avec l'expérience vécue des participants au mouvement.

La sociologie du journalisme a, depuis son développement dans les années 1970, mis en évidence la dimension extrêmement routinisée du métier (Tuchman, 1973 ; Molotch et Lester, 1974). Rompant ainsi avec les représentations immédiates et le discours que la profession tient sur elle-même, elle a ainsi montré combien le journalisme est une activité qui consiste, le plus souvent, à rendre l'imprévisible prévisible. Fonctionnant dans une double dimension objective (sous forme d'organisation du travail) et subjective (sous forme de dispositions professionnelles incorporées), ces routines guident la collecte d'information, l'assemblage et la mise en forme des nouvelles, notamment la hiérarchisation des informations en fonction de leur *newsworthiness* (Lester, 1980). Comme le dit Jean Charron, « la routine n'est rien d'autre qu'un moyen de faciliter les choses, d'ordonner les éléments d'une situation pour en permettre un traitement rapide, d'éliminer le coût et le stress de l'indécision en organisant des réponses préétablies et quasi automatiques à la variété des problèmes auxquels les acteurs risquent de faire face dans des conditions normales » (Charron, 1994, p. 113-117). Une part, largement majoritaire, du contenu des médias porte sur des événements prévisibles et prévus par les rédactions, et quand bien même l'imprévisible advient (catastrophes naturelles, attentats), les ressources routinières que constituent les ré-

seaux de sources d'information contribuent à ramener ces événements dans le domaine du compréhensible. Il est très rare que les journalistes se trouvent totalement démunis face à des événements pour lesquels ils ne disposent pas d'interlocuteurs identifiés et de schèmes d'interprétation préconstitués.

Le mouvement des Gilets jaunes est un de ces événements qui résistent aux routines pratiques et interprétatives d'une grande partie des journalistes. S'agissant de ce mouvement, tout appelait à une remise en cause des habitudes de pensée et de travail. Les précédents invoqués pour lui donner du sens (Mai 68, Sivens, cf. *infra*) se sont avérés peu opérants. L'hétérogénéité politique (au moins initiale) du mouvement conduit à multiplier les contresens lorsqu'on la saisit avec les grilles d'explication les plus convenues – qui dirige (voire manipule) ce mouvement ? est-il d'extrême-droite ou d'extrême-gauche ? quel sera son débouché électoral ? – plutôt que de chercher du côté des positions occupées dans la structure sociale les ressorts explicatifs de ces engagements. La mobilisation des sources habituelles (celles de l'État), qui ne rendent compte du mouvement qu'au prisme des violences et dégradation de certains manifestants, engendre une distorsion voire une oblitération des faits. Ces routines sont à l'origine d'une mise en échec interprétative : l'incapacité à penser politiquement un mouvement dont la dimension politique est à la fois évidente, puisqu'il est porteur dès le départ (mais de manière hétérogène et évolutive) de revendications éminemment politiques qui concernaient les droits politiques et le fonctionnement de la démocratie et de l'État, et déstabilisante, tant elle échappe aux modalités les plus communes d'appréhension du politique (dont celles des journalistes), tel que le repérage du politique selon l'axe droite-gauche ou en fonction de ses liens aux champs politique et syndical.

Après avoir montré en quoi le mouvement des Gilets jaunes est, par ses propriétés atypiques, peu ajusté aux routines du travail journalistique, qui peinent ainsi à en rendre raison, l'article analyse la représentation dépolitisée, qui en découle et qui réduit les manifestations à des éruptions de violence arbitraires et gratuites.

PRÉSENTATION DE L'ENQUÊTE

Cette contribution repose sur un travail d'enquête collectif mené depuis novembre 2018.

Celui-ci comprend des observations dans les manifestations ayant eu lieu à Toulouse, qui nous ont permis de mesurer l'écart entre la représentation médiatique dominante de ces manifestations et ce que nous y avons vu. Nous avons entamé une série d'entretiens

semi-directifs avec des journalistes des médias locaux ou nationaux, mais aussi avec des « street-reporters » ou médiactivistes ayant travaillé sur les manifestations toulousaines. Près d'une trentaine d'entretiens a été réalisée pour l'heure, d'abord avec des étudiant-es dans le cadre d'un séminaire à Sciences Po Toulouse, puis d'un petit groupe de recherche tardivement financé. Ils visent à reconstituer les pratiques professionnelles des journalistes et leurs représentations de ce mouvement.

Enfin, une étude du corpus de presse écrite et audiovisuelle, mais aussi des réseaux socio-numériques des Gilets jaunes, notamment des *lives* filmés au cours des manifestations, permet d'objectiver les cadrages médiatiques de ces manifestations. Cette analyse de contenu transmédia s'est pour l'heure concentrée sur l'acte 22 (13 avril 2019) lors duquel Toulouse était « capitale » des Gilets jaunes. Acte pour lequel nous avons réalisé une observation directe de la manifestation à quatre chercheurs.

Toulouse, capitale des Gilets jaunes

Un appel national à se rassembler à Toulouse le samedi 13 avril 2019, a été lancé sur les réseaux sociaux, et relayé par les principales figures publiques du mouvement (Priscillia Ludosky, Maxime Nicolle et Éric Drouet) qui ont annoncé leur présence. La manifestation est prévue à 12h mais un grand nombre de participants n'arrivent que pour 14h (heure habituelle des cortèges). Le point de rendez-vous est situé au niveau de la station de métro Jean-Jaurès dont l'esplanade sert de lieu de rassemblement.

Le cortège s'élançait peu avant 13h le long des Allées Jean Jaurès, une large avenue double et en pente. Quelques minutes plus tard, les forces de l'ordre ferment l'accès à l'arrière du cortège. Le ton monte avec les participants restés en arrière qui souhaitent rejoindre la manifestation.

D'où nous nous trouvons, ce qu'il se passe est assez confus : nous sommes en contre-bas, nous voyons le cortège remonter les Allées puis stationner. Des forces de l'ordre nous écartent pour se mettre en place avec des lanceurs de grenades lacrymogènes, un officier donne la consigne de l'utiliser « à opportunité ». C'est ensuite un grand chaos : des grenades lacrymogènes fusent en l'air provoquant des mouvements de foule d'un côté à l'autre des Allées. Dès que les manifestants s'approchent, ils sont repoussés par des tirs de lacrymogènes. Le visionnage des vidéos confirme que le dispositif a été mis en place pour que la manifestation n'ait pas lieu : une nasse géante est constituée par les forces de l'ordre (tous les accès aux Allées sont barrés), le cortège s'y engage puis fait demi-tour à la vue des

forces de l'ordre massées en haut des Allées Jean Jaurès et devient la cible des tirs de lacrymogènes, effectués à la fois en amont et en aval des Allées. Le cortège est par ailleurs coupé en deux par des policiers de la Brigade anti-criminalité qui s'installent en son milieu (l'équipe de l'émission *Quotidien* se retrouve elle aussi coupée en deux, la journaliste Salhia Brakhlia devant filmer avec son portable). Pris au piège pendant plusieurs dizaines de minutes, les manifestants, dont une large partie s'écarte habituellement du cortège lorsque commencent les tensions avec les forces de l'ordre, tentent de trouver refuge dans les cours d'immeubles dont certains habitants ouvrent leurs portes.

La « manifestation » n'aura duré que 20 minutes.

Bloqués à l'extérieur de la nasse, nous remontons par de petites rues. Tous les accès aux Allées Jean Jaurès sont bloqués par les forces de l'ordre. La situation est très tendue. De petits groupes naviguent et tentent de regagner le centre-ville tout en évitant les forces de l'ordre. Nous suivons successivement Éric Drouet et Priscillia Ludosky.

En fin d'après-midi alors que les manifestants se sont regroupés à proximité de la station de métro Jean Jaurès, les forces de l'ordre les repoussent le long du boulevard en mobilisant camions lanceurs d'eau et utilisation massive de gaz lacrymogène (Jérémy, comme d'autres manifestants, trouve refuge à l'intérieur d'une brasserie qui a pris l'habitude d'accueillir les manifestants cherchant un abri). Ce qu'il reste de manifestants se retrouve à nouveau « nasé » à hauteur du monument aux morts. Pendant un long moment les forces de l'ordre font un usage massif des gaz lacrymogènes en direction des manifestants qui ne peuvent se disperser, les rues latérales étant coupées, et restent plusieurs minutes dans un impressionnant nuage de fumée. Ce moment, qui s'apparente à une punition (c'est ainsi que les participants l'auront vécu), est extrêmement éprouvant : vomissements, désorientation, peur. Une enfant qui s'est retrouvée séparée de sa mère est prise en charge par les *street medics* qui l'abritent et lui donnent l'un de leurs masques à gaz.

Cet Acte particulièrement violent⁵ est d'importance pour le sujet qui nous occupe car, alors que de nombreux journalistes locaux et nationaux sont présents, il faut attendre le 30 avril pour qu'un journal (*L'Humanité*⁶) fasse état de ce qu'il s'y était déroulé. La plupart des titres nationaux se contentent de reprendre le compte-rendu de l'AFP. Le principal journal local (*La Dépêche du Midi*) se contente d'un article qui reprend largement la parole des sources policières⁷ insistant sur le rôle des manifestants dans le déclenchement de l'action des forces de l'ordre.

L'IMPUISSANCE HEURISTIQUE DES ROUTINES
JOURNALISTIQUES FACE AUX PROPRIÉTÉS
ATYPIQUES DU MOUVEMENT
DES GILETS JAUNES

Exceptionnel par sa durée, les propriétés sociales des manifestants ou le répertoire d'action mobilisé, le mouvement des Gilets jaunes ressemble peu aux mobilisations habituellement médiatisées. Par nombre de ses propriétés, ce mouvement social semble peu compatible avec les routines professionnelles des journalistes, qui ont souvent du mal à en saisir la spécificité – quand ce n'est pas, tout simplement, à travailler lors de ces manifestations. Tout d'abord, son recrutement social le rend assez éloigné des franges de la population qui intéressent habituellement les médias. Le désintérêt est d'autant plus grand que les Gilets jaunes se sont organisés en rejetant les mécanismes de représentation politique, qui sont pourtant une condition de possibilité du travail journalistique. Plus encore, les manifestants se sont montrés méfiants et distants, pour ne pas dire fermés, vis-à-vis des journalistes, refusant – à la différence de nombreux mouvements sociaux – d'ajuster l'économie des manifestations pour favoriser l'accès aux médias. Dernière propriété de ces manifestations, l'inhabituel degré de tension – voire de violence – a rendu difficile le travail des journalistes.

Un recrutement social désajusté aux catégories d'entendement journalistiques

« Mouvement hétérogène rassemblant des fractions des classes populaires et des classes moyennes souvent précarisées » (Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, 2020, p. 872), les Gilets jaunes appartiennent à ces franges de la population qui ne suscitent qu'un faible intérêt du champ journalistique. Le baromètre annuel de la diversité du Conseil supérieur de l'audiovisuel⁸ indique ainsi que « les catégories socio-professionnelles supérieures (CSP+) sont toujours surreprésentées (73 %) au détriment des catégories socio-professionnelles inférieures (CSP-), représentées à hauteur de 12 %, et des inactifs (15 %), alors que, selon les chiffres de l'INSEE, les CSP+ et CSP- représentent, respectivement, 28 % et 27 % de la population et les inactifs 45 % ». Cette proportion monte même jusqu'à 78% s'agissant des programmes d'information⁹. Cette sous-représentation massive des classes moyennes et populaires dans les médias s'explique par la difficulté, pour une partie des journalistes, à s'intéresser à des 'hommes sans qualités', c'est-à-dire à des personnes ne disposant pas d'une reconnaissance sociale spécifique. Les sources d'information avec lesquelles ils sont habitués à composer appartiennent presque toutes aux classes supérieures et sont identifiées par des titres à parler : chefs d'entreprises, professionnels de la politique, experts, etc. Les routines interprétatives des

journalistes sont dépourvues d'outils de catégorisation du monde social (Comby et Pagis, 2018) adéquate pour saisir les classes populaires et moyennes. La difficulté, évoquée par cette journaliste reporter d'image d'un média régional, à propos des titrages des personnes interviewées, est révélatrice de cette incapacité à désigner cette partie de la société :

« C'est comme les schtroumpfs quoi, ils sont un peu tous pareils [...] qu'est-ce que vous voulez mettre (en titrage), ils sont rien quoi ... C'est comme quand vous faites un micro trot', des fois on met rien sur les micro trot'. Dire que c'est Raymonde et qu'elle habite à côté ça a pas d'intérêt quoi. » (JRI, média régional)

Cette difficulté à qualifier ses interlocuteurs parmi les Gilets jaunes traduit l'insuffisante acuité des schèmes de perception journalistiques permettant de décrire toute la partie de l'espace social située en dehors des classes supérieures. Il est ainsi presque impossible, pour les journalistes, de saisir une des principales propriétés – et originalités – de ce mouvement : la mobilisation de groupes sociaux qui sont le plus souvent dans un rapport désinvesti aux mécanismes traditionnels de représentation politique.

Cet embarras pour catégoriser les classes moyennes et populaires va de pair avec une difficulté à saisir leurs styles de vie, la dureté d'existences précarisées et le sens des revendications des Gilets jaunes. Ces mêmes routines interprétatives génèrent ainsi une forte distorsion de la représentation des intérêts défendus par les Gilets jaunes. L'objectivation lexicométrique produite par les chercheurs et chercheuses du LERASS (Souillard et *al.*, 2020) en comparant un corpus de page Facebook des Gilets jaunes et des contenus produits par des grands quotidiens a montré le décalage concernant la représentation des revendications portées par les Gilets jaunes sur les réseaux sociaux.

Au cours des premières semaines de mobilisation, les journalistes ont en effet majoritairement réduit le mouvement des Gilets jaunes à la seule colère éprouvée à l'encontre de l'augmentation de la taxe sur le carburant, alors que les revendications exprimées sur les réseaux sociaux étaient beaucoup plus larges (en termes d'écologie, mais aussi de démocratie participative). La montée en généralité opérée par les Gilets jaunes concernant leurs revendications, dès les premières semaines du mouvement a été très peu reprise dans les médias. Ce n'est qu'après deux mois de mobilisation que les journalistes ont commencé à expliciter les revendications politiques des Gilets jaunes, avant de s'en désintéresser, au cours du troisième mois de mobilisation, pour ne plus traiter que les affrontements avec les forces de l'ordre lors des manifestations du samedi.

L'absence de porte-paroles légitimes et la difficulté à produire une lecture politique du mouvement

Les difficultés posées par l'absence, dans les routines interprétatives journalistiques, d'outils de catégorisation des fractions basses de l'espace social sont redoublées par l'absence de porte-paroles officiels du mouvement des Gilets jaunes. Se tourner vers les porte-paroles et les sources institutionnelles – partis politiques, syndicats – pour recueillir un point de vue considéré comme légitime sur les événements est une pratique très routinière de la collecte d'information. Le mouvement des Gilets jaunes met à l'épreuve ces routines pratiques et cognitives des journalistes, car son organisation est fondée sur le refus de toute délégation politique et l'absence de leaders clairement définis et légitimement institués. Dès qu'un porte-parole se déclare, il est aussitôt contesté par une très large partie du mouvement. Nous avons ainsi pu noter, au cours d'une observation de la première assemblée générale des Gilets jaunes de Toulouse le 9 décembre 2018 – qui portait précisément sur la structuration du mouvement et la mise en place de représentants – que la question de la représentation faisait débat dès les origines du mouvement. La plupart des Gilets jaunes présents se méfiaient de la délégation de leur parole, à l'exception des Gilets jaunes les plus ancrés dans des réseaux militants institutionnalisés. Ainsi, un participant se présentant comme « militant syndical CGT » se déclarait en faveur de la désignation de représentants, car « si on n'en n'a pas, on va se faire bouffer ». Mais son point de vue restait minoritaire au cours de cette assemblée. Un artisan pensait, au contraire, que le mouvement n'avait pas besoin de « représentants pour ne pas se faire récupérer » ; un chômeur de longue durée se disait « contre l'élection de représentants et pour une plateforme de revendications » ; une intermittente du spectacle était, elle, « contre le fait de s'organiser avec des représentants pour participer à leur système ». C'est principalement l'inquiétude d'une récupération politique par des instances politiques légitimes (partis, syndicats...) qui ont incité les Gilets jaunes à ne pas se doter de représentants.

Cette structuration politique du mouvement est peu compatible avec les routines pratiques des journalistes. Ces derniers sont habitués à se tourner vers les porte-paroles officiels des mouvements sociaux, ce qui leur permet de saisir les revendications sans perdre du temps à enquêter ni risquer de voir contestée la légitimité du point de vue recueilli. Ces routines étant rendues inopérantes face à cette mobilisation sans représentants, les journalistes ont peiné à rendre compte de ce mouvement.

« Le mouvement il est... c'est du jamais vu, c'est totalement inédit, c'est totalement inédit, dans

l'histoire t'as jamais eu un truc comme ça sans leader, y'a eu des mouvements syndicaux hyper violents, Mai 68 c'était super violent, mais rapidement des mecs se sont dessinés, se sont mis en avant comme Cohn-Bendit et tout... via des syndicats ou des groupements mais rapidement ils ont été légitimés, les mecs ont dit " bon ben toi vas-y, on accepte que tu nous représentes ". Là dès qu'y a un leader qui lève le doigt il se fait fracasser » (JRI, agence de production sous-traitante de chaînes nationales)

Le refus des processus, classiques et attendus, de porte-parolat et de délégation politique complique singulièrement le travail des journalistes qui enregistrent et reproduisent habituellement des hiérarchies et des légitimités construites en dehors de leur action en tendant le micro à ceux qui leurs sont désignés. Si la plupart des journalistes privilégient la polyphonie, cette vision du métier se trouve mise à mal dès lors qu'il n'y a plus de locuteurs identifiés. Les journalistes doivent résoudre un problème pratique : à qui tendre le micro ?

« [A propos d'une personne interviewée sous le titre de « représentant » des Gilets jaunes] Moi je le considère pas comme un porte-parole du tout parce qu'en fait de toute façon dès que quelqu'un se met en avant il sera critiqué par les autres parce qu'ils veulent pas qui y'en ait qui apparaissent plus que d'autres alors... Non c'est pas un porte-parole, c'est ce qu'on appelle des personnes ressources quoi des... Pour les infos quoi » (Journaliste, *média régional*)

Cette difficulté accroît le coût (notamment le temps de travail) que requiert la collecte d'information à propos d'un mouvement peu accessible car présent dans des lieux périphériques, dans des manifestations non déclarées et dans des groupes des réseaux socio-numériques privés.

La surexposition médiatique précoce et éphémère de Benjamin Cauchy¹⁰, qui a sans doute été un des éléments d'explication des tensions entre Gilets jaunes et journalistes à Toulouse, est un des meilleurs révélateurs de ces enjeux pratiques. Présenté sans fondement comme le leader des Gilets jaunes toulousains, il s'est imposé de fait comme un porte-parole alors que les manifestants contestaient sa légitimité. Ce résultat tient pour une part à son activisme et ses savoir-faire en matière d'accès aux médias. Il allait ainsi au-devant des journalistes (à qui il demandait seulement de ne pas filmer son véhicule siglé de sa société), en faisant notamment la « tournée » des péages bloqués, ou multipliant les duplex et les déplacements à Paris pour être sur les plateaux. Mais s'il apparaît aussi comme un « bon client » pour les journalistes, c'est qu'il correspond, plus que d'autres, à leurs attentes par son

aptitude à produire un discours politique ajusté aux catégories d'entendement journalistique (structurées par les formes légitimes et professionnalisées du jeu politique). Cette hiérarchie des modes d'énonciation politique – et donc des légitimités à parler – des Gilets jaunes apparaît par exemple dans le discours de ce journaliste :

« Cauchy c'est un mec qui a ses idées, ses trucs, mais qui a limite un discours déjà un peu presque intellectuel, qui structure un peu sa pensée, qui sait que les médias sont importants pour passer des trucs. Mais quand tu vois le mec de Rennes là [...] qui a une casquette à l'envers tout le temps, un peu roux avec un bouc, regardez sa dernière vidéo où il parle avec Éric Drouet et l'autre mec de Provence là [...] dans l'esprit ils sont complotistes vraiment » (JRI, agence de production sous-traitante de chaînes nationales).

Benjamin Cauchy, socialisé à la politique professionnelle, ne pouvait que correspondre (tant par son élocution posée que par sa modération) aux attentes de journalistes en mal d'interlocuteurs. Sa rapide consécration médiatique a nourri chez les participants toulousains un sentiment de dépossession et d'usurpation du porte-parolat encore renforcé par la mise en évidence de sa trajectoire politique¹⁴. Il a rapidement été discrédité au sein du mouvement des Gilets jaunes. Cette expérience, comme l'émergence contestée d'autres porte-paroles auto-désignés dans d'autres villes, a renforcé la méfiance à l'égard de ces processus de délégation et la difficulté des journalistes à solliciter des interlocuteurs identifiables légitimes.

La méfiance à l'égard des journalistes (dominants) et le refus des stratégies d'accès aux médias

Ne se reconnaissant pas dans la représentation du mouvement des Gilets jaunes donnée par ces médias, souvent agacés par la place disproportionnée accordée à des porte-paroles sans légitimité interne, une grande partie des manifestants tend à se méfier et se distancer des journalistes. Le schème d'opposition entre 'eux' et 'nous' mis au jour par Richard Hoggart dans son ouvrage classique sur les classes populaires britanniques (1957) semble ici toujours structurant. Il nourrit le faible intérêt des Gilets jaunes pour la médiatisation de leurs événements par les médias qu'ils considèrent comme dominants, et même parfois l'hostilité de certains participants à l'égard des journalistes.

Les événements des Gilets jaunes ne sont pas conçus comme des manifestations de papier (Champaigne, 1984), dont les organisateurs et participants

ont pour objectif principal d'attirer l'attention des journalistes. Alors que d'autres groupes mobilisés ont pu organiser des événements conformes aux cadrages médiatiques routiniers (Neveu, 1999), en recourant parfois à des modes d'action n'appartenant pas à leur répertoire d'action habituel – tels que les agriculteurs, ou encore les buralistes (Frau, 2014) –, les Gilets jaunes ne cherchent pas à se conformer aux représentations et attentes journalistiques.

Parmi les signes de ce refus des stratégies d'accès aux médias (Schlesinger, 1992), une des propriétés rares du mouvement des Gilets jaunes tient à sa grande décentralisation : elle s'est d'abord incarnée dans l'occupation prolongée de ronds-points, partout en France, avant même les manifestations des samedis dans des villes – grandes ou moyennes – de région. Ce fut le cas dès la première mobilisation le 17 novembre 2018. Dans un pays où le champ journalistique est dominé par des rédactions situées dans la capitale, des mobilisations qui se déroulent simultanément dans un grand nombre de villes de région ont peu de chance d'être pleinement saisies. Cette forme de mobilisation est donc déconcertante pour les journalistes, qui ont pour habitude de traiter des mouvements sociaux plus centralisés, tels que les manifestations syndicales au parcours défini et déclaré, les blocages autoroutiers effectués par les routiers ou agriculteurs, voire les piquets à l'entrée des lieux de travail.

Ce refus d'organiser leurs manifestations comme des stratégies d'accès aux médias ne signifie pas que les Gilets jaunes soient dépourvus de tout sens pratique médiatique, mais plutôt qu'ils se tiennent à distance des médias dominants du champ journalistique. Ce principe de division est apparu très explicitement lors d'une observation du 7 mars 2020, à l'Assemblée des assemblées (ADA) de Gilets jaunes, organisée à Toulouse.

« L'entrée à l'ADA in est quelque peu difficile. [...] A l'intérieur, dans l'entrée, deux comptoirs sont installés. Le premier sert à l'accueil des Gilets jaunes et bénévoles, le second est dédié à l'accueil des médias. Nous sommes orientés par une jeune femme vers le second comptoir devant lequel nous attendons la venue d'une autre jeune femme en charge de l'accueil des médias. [...] Elle nous donne deux bracelets. L'un est violet et sert à nous identifier en tant que "média", le second est blanc et sert à nous identifier en tant que bénévole. Elle nous explique : "On vous met les deux pour que les Gilets jaunes à qui vous parlez puissent vous identifier en tant que médias amis. Comme ça ils savent à qui ils peuvent dire quoi" » (Extrait de compte-rendu d'observation, 07/03/2020).

Le fait d'identifier les médias « amis » montre bien que les Gilets jaunes ont intégré, dans l'organisation de leurs événements, les enjeux médiatiques dont peuvent faire l'objet leurs revendications.

Si le mouvement n'est pas construit pour les journalistes et ne s'adapte pas à leurs routines et cadrages, ses participants ne sont pas pour autant dépourvus d'un sens médiatique, qui leur permet d'adapter leur discours en fonction du type de média auquel ils s'adressent. Mais les manifestations, comme les assemblées ou les occupations de ronds-points, sont loin de constituer ces événements de routine que Harvey Molotch et Marilyn Lester décrivent comme des faits délibérément accomplis et promus par les acteurs auprès des médias, qui constituent « la grande majorité des nouvelles qui paraissent dans la presse quotidienne », ce qui « justifie le qualificatif de 'routine' » (Molotch et Lester, p. 32).

Les routines de travail mises à mal par la violence des manifestations

Alors que la couverture des manifestations est d'ordinaire plutôt routinière, les journalistes ont connu de nombreuses difficultés à exercer leur métier lors des manifestations du samedi après-midi, à Toulouse. L'économie de ces cortèges est très éloignée de celle des manifestations décrites par Patrick Champagne (1984) qui se sont imposées depuis quelques décennies comme une norme : forclusion de la violence (service d'ordre, déclaration en préfecture, etc.), mise en scène pour représenter le groupe mobilisé, etc. Cette économie permet aux journalistes de couvrir les manifestations à moindre coût, en faisant des images pendant quelques minutes et en recueillant la parole des représentants et de quelques manifestants ordinaires. Ici, au contraire, tout conduit les journalistes à ne pas pouvoir travailler comme d'habitude. Les cortèges ne sont pas déclarés ; leur itinéraire est faiblement prévisible, de même que l'issue de la manifestation qui peut commencer pacifiquement puis donner lieu à plusieurs heures d'affrontement avec les forces de l'ordre (parfois après l'heure des journaux télévisés). Il arrive fréquemment que la manifestation soit scindée en plusieurs cortèges sous la pression de celles-ci. À de rares exceptions près, il n'y a pas de mise en scène du cortège, les forces de l'ordre confisquant par ailleurs systématiquement les banderoles et pancartes des manifestants. Surtout, la violence de certains manifestants, et plus encore celle de la répression des forces de l'ordre, rend difficile, voire périlleux, le travail des journalistes.

Les journalistes, notamment ceux (plutôt rares) qui viennent chaque samedi, finissent par adapter leurs pratiques. Les plus habitués développent un sens pratique médiatique qui leur permet d'anticiper le tracé de la manifestation, de repérer les endroits pour faire de « bonnes images » ou, encore, de se

placer et de bien travailler tout en se protégeant. Les photoreporters, par exemple, se positionnent en tête du cortège pour pouvoir saisir des « plans larges », des « prises de vues latérales ». Ce placement varie cependant selon la temporalité : les premiers jets de grenades lacrymogènes rendent l'anticipation du tracé du cortège moins aisée. Vers 16h30 – moment charnière à Toulouse¹² – les photographes se retrouvent devant, prennent moins de photos et tentent d'appréhender l'itinéraire : peu avant l'escalade de la violence, désormais routinière, les photographes se dépêchent de rejoindre la place centrale. Or, réalisant que le cortège ne va pas sur la place, ils courent pour rejoindre à nouveau la tête du cortège selon le nouveau tracé qui s'impose. Quant aux journalistes vidéo, notamment de France 2 et France 3, ils profitent du calme des débuts de la manifestation pour réaliser des images en marge de celle-ci qui vont de l'interview d'individus situés à proximité (e.g. terrasses de bars, commerces) à des familles qui semblent apeurées, ou encore des manifestants en retrait. Cet intérêt pour la marge de la manifestation est tout à la fois un moyen de fournir des images dans la logique du micro-trottoir que d'obtenir des renseignements hors-caméras sur l'itinéraire, par exemple, tentant ainsi de parfaire leur anticipation de la suite de la manifestation.

Il reste que, malgré ces adaptations, le degré de violence inédit ne manque pas de perturber les routines journalistiques. Les journalistes sont (inégalement) confrontés à une double forme de violence : l'amertume d'une partie des manifestants à leur égard et les violences policières dont ils sont aussi en partie les victimes. Un journaliste considère qu'ils sont pris « entre le marteau et l'enclume » et résume ainsi sa difficulté : « avant on avait peur des Gilets jaunes, maintenant on a peur des forces de l'ordre »¹³. Dans les premiers temps du mouvement, l'accueil réservé aux journalistes par les manifestants est marqué par la défiance, le rejet, voire l'intimidation physique¹⁴. Les journalistes ont expérimenté, très tôt dans le mouvement à Toulouse et dans la région Occitanie, l'hostilité – y compris physique – des manifestants et, plus largement, la dénégation de leur légitimité journalistique. Ainsi, un journaliste de *BFM* admet ne plus afficher de stickers de son média parce qu'il y a déjà eu des agressions par des manifestants.

« C'était un peu surréaliste [...] ils ont décrété que BFM était un média à la solde du pouvoir et donc c'est le média plus que les journalistes, en tout cas ce jour-là, qui était ciblé »

Un journaliste témoigne du fait que sa première rencontre avec des Gilets jaunes l'a « un peu refroidi » parce qu'il était considéré comme une « élite » et que cela a mené à quelques accrocs. Ceci va à l'encontre de la perception des journalistes quant

à leur rôle civique : pour celui-ci, les Gilets jaunes devraient être contents de les voir arriver parce que « si personne dit que y'a eu une manif, personne ne saura que y'a eu une manif ». Aussi, si la plupart des journalistes interrogés disent qu'ils ont déjà pu ressentir cette hostilité lors d'autres mouvements sociaux, ils s'accordent à trouver cette hostilité inédite parce qu'exacerbée et inattendue. *A contrario*, dans le premier temps de l'enquête, les forces de l'ordre bénéficient d'une image positive.

« Moi j'ai pas assisté aux violences policières, moi je trouve que les CRS ils prennent cher quand même [...] y'a des scènes humiliantes moi ça me fait mal au cœur des fois, les mecs ils attendent là, ils gardent un coin de rue et ils ont des milliers de mecs qui défilent, qui les insultent, qui leur jettent des trucs à la gueule, qui viennent les provoquer quoi, ils passent à l'acte si on leur dit de passer à l'acte mais en général c'est plus de l'évacuation qu'autre chose quoi. Mais j'ai pas assisté à tout et j'suis peut-être pas la mieux placée pour en parler. J'sais pas, les chiffres de la préf' là ça faisait état de... Je crois qu'il y avait autant de CRS que de manifestants blessés » (JRI, média régional)

Alors que certains journalistes défendaient les CRS, en prenant notamment appui sur les « chiffres de la préf' », la tendance va quelque peu s'inverser au fur et à mesure des Actes. Outre l'étonnement devant la ténacité des manifestants (« venir depuis trois mois en centre-ville, se faire taper, gazer... c'est du jamais vu, j'ai jamais vu une niaque, une obstination pareille »), certains évoquent des « difficultés avec la police ». Certains journalistes n'ont toutefois pas assisté aux violences policières parce qu'ils avaient pour consigne de partir avant que « ça dégénère », rendant « difficile de parler de ce qu'on n'a pas vu » (un journaliste pour un média national). Pour ceux qui restent, les risques sont présents. Un photjournaliste nous dit en avoir été plusieurs fois victime avec ses collègues : l'un d'eux a été blessé à la cheville par une balle de LBD, un autre a reçu une grenade de désencerclement dans le bas du dos. Un journaliste affirme avoir été personnellement visé et a été pour sa part blessé à trois reprises. Un photjournaliste pour un média national compare même la répression des forces de l'ordre à des situations de guerre qu'il a eu l'occasion de connaître.

« Je me retrouve dans une situation équivalente à celle que j'ai connue à Ramallah. En termes de violence. En termes de détermination à l'acte violent. Je suis dans cette configuration-là [...] A part que sur la place de Maïdan ça tirait avec des balles réelles. Voilà, la nuance c'est celle-ci. Elle est quand même pas des moindres »

Si ce photjournaliste réactive des savoir-faire acquis ailleurs, ce mouvement est encore plus imprévisible pour les journalistes locaux qui ne sont pas confrontés à des scènes de conflit en temps normal. Même la carte de presse ne permet pas de limiter les risques. Ainsi, un journaliste témoigne du fait qu'il s'est identifié comme tel – pour se distinguer de ceux qu'il appelle les « amateurs » – mais a malgré tout reçu une grenade qui l'a blessé. Une fois ses esprits repris, il se ré-identifie et le même policier l'« asperge à bout portant de lacrymo ». Dans ces conditions, il considérerait que si « les risques font partie de (s)on métier », il devenait nécessaire d'investir dans du matériel de protection.

Pour parer aux risques inhérents à la couverture d'un mouvement social marqué par de fortes violences, les journalistes se sont dotés d'équipements inédits pour des manifestations en France. Outre l'usage de talkie-walkie entre différents journalistes dispatchés dans le cortège pour limiter les risques encourus, ils ont investi dans du matériel de protection (*e.g.* casque de vélo, lunettes de protection) qu'ils sortent dès que les premiers gaz lacrymogènes sont employés ou qu'ils voient les *streets medics* s'équiper. La protection peut même aller jusqu'à l'emploi de gardes du corps, ce qui renchérit la couverture médiatique du mouvement et n'est pas sans conséquence sur le traitement médiatique : le temps de présence sur le terrain est réduit au minimum pour « faire le job ». Tout ceci renforce les difficultés pour les journalistes les plus précaires qui n'ont pas toujours les moyens de s'équiper – ou de se rééquiper si le matériel venait à se casser – alors que ce sont eux qui sont envoyés pour couvrir l'évènement.

Le danger physique de la couverture de ce mouvement ne manque pas de peser sur le travail des journalistes. Sans surprise, ce sont en effet souvent les plus précaires et les plus jeunes qui sont envoyés sur le terrain (parfois pour quelques dizaines d'euros). Autrement dit, à quelques exceptions près¹⁵, les journalistes les plus aguerris – c'est-à-dire ceux qui occupent des positions plus élevées dans les hiérarchies professionnelles – tendent à délaisser ces manifestations. Cette crainte pour leur intégrité physique a aussi pu inciter des pigistes toulousains à refuser de se rendre sur le terrain des cortèges, craignant, en cas de blessure, de ne plus pouvoir travailler. L'un d'entre eux nous confie ainsi, dans un entretien informel : « si je me blesse, qui va payer mon loyer ? ». Couvertes par les journalistes occupant des positions dominées dans le champ journalistique, les manifestations peinent à trouver une place prépondérante dans la hiérarchie de l'information, ou à être cadrées en fonction des faits observés sur le terrain plutôt que selon les conceptions routinières de l'encadrement des rédactions.

DÉPOLITISATION ET FAIT-DIVERSIFICATION DES MANIFESTATIONS

Les routines pratiques et cognitives des journalistes se sont révélées inopérantes pour saisir la dimension politique du mouvement des Gilets jaunes, ce qui a conduit à produire une représentation dominante en termes de violence dénuée de sens.

La difficile catégorisation politique du mouvement des Gilets jaunes

Dominique Marchetti avait montré, en étudiant l'affaire du sang contaminé, combien les cadrages journalistiques étaient déterminés par des précédents qui fonctionnent « comme un modèle, un schème à mobiliser » (1997, p. 552). Ainsi, le mouvement est comparé tantôt à la mobilisation de 2014 contre le barrage de Sivens dans le bassin de la Garonne (« J'ai déjà senti ça, quand on était à Sivens c'était pareil, de plus en plus sur les manifestations on va dire de tout ordre [...] on a des gens qui sont hostiles aux télé. »¹⁶), tantôt à Mai 68 (« A Toulouse en mai 68 [...] le mouvement il a été présent mais il y a eu peut-être eu une ou deux nuits de mémoire où il y a eu des barricades [...] Dans les commentaires que j'ai dû faire ce jour-là, je me suis référé à ces nuits-là »¹⁷), sans qu'aucune de ces comparaisons ne convainque totalement les journalistes. Malgré l'ampleur de la mobilisation, la comparaison avec Mai 68 est perçue comme problématique :

« Je voyais des gens qui faisaient un parallèle avec Mai 68 mais en fin de compte ça n'a pas grand-chose à voir avec Mai 68 non plus, si ce n'est qu'on a dit ça parce qu'on a vu qu'il y avait des barricades à Paris. Mais ça n'a rien à voir, parce que Mai 68 c'était une période où la France était en pleine croissance, [...] c'était porté par les jeunes, c'était encadré par les syndicats. Là c'est un truc qui échappe à tout contrôle, qui arrive dans une période où on est dans une crise économique pas possible, ça n'a rien à voir. Non pour moi c'est un mouvement qui a pas de... Je vois pas trop d'exemples précédents sur lesquels on pourrait s'appuyer pour le comprendre et faire des parallèles. C'est un truc très nouveau que personne n'a vu venir, que personne n'a compris » (Journaliste, responsable départemental d'un média régional).

Cet extrait d'entretien est révélateur de la stupéfaction qu'a pu susciter le mouvement des Gilets jaunes au sein du champ journalistique. La plupart des journalistes sont déconcertés par un mouvement dont nombre de participants se revendiquent « apolitiques », au sens où ils rejettent les partis politiques et les syndicats, se

tiennent éloignés des élections et des modes d'action politique « traditionnels » (grèves, manifestations) et refusent de se situer sur l'axe gauche/droite¹⁸. Les classifications politiques habituelles sont d'autant plus perturbées que celles et ceux qui se mobilisent appartiennent à l'ensemble du spectre politique, de l'extrême droite à l'extrême gauche.

Les catégories d'entendement journalistiques habituelles ne permettent pas de saisir un mouvement qui apparaît comme politique mais que les journalistes ne peuvent paradoxalement pas catégoriser politiquement. C'est ce que nous explique un JRI travaillant pour une agence de production sous-traitante de chaînes nationales.

« Même entre eux ils ne sont pas d'accord donc le climat est surréaliste, donc dans le traitement médiatique, peu importe par où tu le prends, tu vas trouver un exemple et un contre-exemple tout de suite donc si t'as envie de tourner [ton sujet] facho tu trouveras dix mille fachos pour te parler, et être limite racistes, si t'as envie de tourner social tu vas trouver des mecs qui te disent "mais moi ma grand-mère elle est obligée de...", j'sais pas moi, elle a pas de ronds, parce que c'est une réalité aussi, "elle est obligée d'aller aux restos du cœur pour pouvoir faire des cadeaux à Noël" parce que ça existe donc tu dis "ouais mais on peut pas laisser sa grand-mère dans la merde" donc en fait c'est à nous de choisir qu'est-ce qu'on pense être le Gilet jaune dont il faut parler donc après quand tu te retrouves avec des mecs, des super connards qui t'agressent et que t'interviewe vingt mecs avec un discours hyper facho, l'autre mec à côté il vient te dire "oh ben vous je vous ai reconnu vous avez interviewé que des fachos". Non mais attend c'est écrit sur leur gueule aux mecs ? [...] Quand t'en trouves un qui veut te parler tu tends le micro, tu sais pas trop ce qu'il va te dire, si le discours est flippant, tu dis "oh ben le gars il est flippant donc je le prends pas", bon ok, on va en voir un autre qui est moins flippant donc en fait toi t'as une responsabilité incroyable qui est de décider à qui tu tends le micro ». (JRI, agence de production sous-traitante de chaînes nationales)

La stupéfaction de ce journaliste réside donc bien dans l'impossibilité d'assigner la mobilisation des Gilets jaunes à une tendance politique clairement identifiée et identifiable. Couvrant cette mobilisation, les journalistes font face à des interlocuteurs dont ils ne peuvent pas anticiper le discours, et se retrouvent dans une position inhabituelle et inconfortable au sein de laquelle leur responsabilité, devant les propos qui seront tenus, se trouve engagée.

La domination du point de vue fait-diversier et l'incapacité à penser politiquement la répression policière

Parce que le mouvement est dépouillé de son sens politique, sa répression l'est aussi. Les affrontements entre Gilets jaunes et forces de l'ordre sont très majoritairement restitués selon les routines cognitives des faits divers⁹, alors que les interventions policières ne sont pas dénuées d'enjeux politiques, comme le montre, par exemple, le fait que les forces de l'ordre confisquent systématiquement les banderoles porteuses de slogans, ce qui prive les cortèges de leurs revendications. Cette « fait-diversification » des manifestations de Gilets jaunes est particulièrement visible dans la couverture qu'en fait le quotidien régional *La Dépêche du Midi*. Par exemple, l'article du 14 avril 2019 intitulé « Toulouse : 8 heures de désordre en centre-ville » met l'accent sur les dégradations commises par les manifestants, en mentionnant la « souffrance » d'un chantier de travaux publics qui aurait été « sac-cagé » par les participants à la manifestation, ainsi que sur la présence de « Blacks Blocs venus de l'étranger », pourtant minoritaires au sein du mouvement. La répression policière particulièrement violente, empêchant dès le début du rassemblement toute tentative de manifestation pacifique, n'est quant à elle pas signalée dans l'article. Cette prégnance du schème fait-diversier s'explique sans doute par les routines les plus établies de la PQR, et notamment leur dépendance aux sources étatiques.

L'absence de porte-paroles officiels des Gilets jaunes et le refus des stratégies d'accès aux médias a conduit les journalistes à privilégier les sources institutionnelles (tenues pour plus légitimes) et centrales au détriment de la « périphérie des silencieux » (Gatlung, 1965). Les forces de l'ordre se sont ainsi imposées comme une source centrale de définition de l'évènement (Pichonnaz, 2013) et tout particulièrement pour les journalistes locaux (Berthaut, Darras et Laurens, 2009). Ces sources usuelles, avec lesquelles les journalistes bénéficient d'une proximité, leur permettent de travailler plus rapidement, alors que leur métier est particulièrement soumis à l'urgence (Pilmis, 2014). Alors que, d'ordinaire, ces sources étatiques sont mieux dotées dans la compétition pour l'accès aux médias (Padioleau, 1976), les formes mêmes du mouvement favorisent – et renforcent – ce poids parmi les différentes sources d'information disponibles pour les journalistes. On peut faire l'hypothèse que, face à l'absence de sources identifiées du côté des manifestants, les sources institutionnelles – et leur cadrage – s'en sont trouvées renforcées, notamment en ce qui concerne la question des violences. Si aujourd'hui, les violences policières à l'égard des Gilets jaunes (entre autres) sont largement médiatisées, il n'en n'a pas toujours été ainsi, puisqu'il faut attendre décembre 2019

– soit plus d'un an après le début du mouvement – pour qu'un quotidien reconnu (*Le Monde*) mentionne l'existence de violences policières à l'encontre des manifestants²⁰.

Or les violences des forces de l'ordre sur le terrain provoquent un hiatus avec la dépendance aux sources policières qui se retrouvent de plus en plus marquées d'illégitimité. Dès lors, « si le consensus s'effrite, ce n'est pas parce que des journalistes, de plus en plus nombreux, refusent consciemment d'adhérer au paradigme traditionnel ; c'est plutôt parce que les conditions concrètes de la pratique changent et qu'ils sont amenés à y ajuster leur pratique » (Charron et Bonville, 1996, p. 60).

L'arbitraire du point de vue fait-diversier sur les violences apparaît quand on le compare à celui de David Dufresne. Occupant une position marginale au sein du champ journalistique, il a mis en avant une lecture politique de la répression policière. Dans une interview au *Monde* du 16 janvier 2019, David Dufresne explique ainsi que la répression policière relève de décisions politiques : « Pour le maintien de l'ordre, la police agit sur ordre politique. Les préfets, donc l'État, et non pas les commissaires, décident du déploiement des forces. Ceux-ci prennent leurs ordres auprès du ministère de l'intérieur, qui les prend à l'Élysée. Répondre massivement aux manifestations des "Gilets jaunes" est donc un choix politique ». De même, le correspondant local d'un média national ancré à gauche attribue ce non-traitement politique de la répression policière à des positionnements éditoriaux (« Pour moi c'est des lignes éditoriales [...] C'est des choix éditoriaux de traitement des mouvements sociaux »). Même si des médias identifiés à gauche, tels que *Médiapart*, ont été parmi les seuls à politiser la répression policière²¹, le positionnement éditorial des journaux ne suffit pas à expliquer la dépolitisation des violences policières dans le champ médiatique. Il faudrait plutôt voir dans cette absence de politisation une incapacité des journalistes à faire advenir les violences policières comme des émanations d'une volonté politique.

Le cadrage spectaculaire des violences en manifestation

Plutôt que d'offrir une lecture politique des violences, la couverture médiatique tend à survaloriser le caractère extrêmement spectaculaire des affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants. Les manifestations sont en effet massivement investies par les preneurs d'images (photos ou vidéos). Intérêts pratiques du journaliste (les scènes sont, de fait, extrêmement graphiques) et intérêt économique (du média ou du photographe indépendant) se trouvent inextricablement mêlés comme chez cette JRI dont le média

régional revend aussi les images tournées à des chaînes nationales :

« Ça tourne un peu au spectacle. Nous en images c'est sympa hein [rires]. C'est vrai c'est sympa. Objectivement. C'est hyper visuel, y'a des lacrymos... ça fait des belles images. Ça se répète un peu mais... [rires] Voilà après on a de l'audience là-dessus aussi. Ça marche. C'est aussi pour ça qu'on continue à les couvrir hein. C'est que ça intéresse les gens. Si ça faisait un bide, ils le feraient plus. Nous on a battu tous nos records d'audience, en vidéo en tout cas, en décembre. Quand vous avez des vidéos qui sont vues plus de 100 000 fois vous hésitez pas à y aller quoi. » (JRI, média régional)

Ce primat des logiques commerciales a des conséquences pratiques sur le cadrage journalistique de ce mouvement, notamment en empêchant des approches plus analytiques. En témoigne ce photjournaliste qui, alors qu'il réalise des portraits sur les ronds-points pour un quotidien national, est rapidement, compte-tenu de la violence des affrontements, réorienté vers les manifestations : « C'est tellement spectaculaire que... "on va arrêter les portraits, là. Il faut couvrir ces événements" ». Le processus éditorial, qui conduit à la domination du cadrage spectaculaire de la violence, est assez analogue dans la rédaction de la JRI précédemment citée :

« Ben faut qu'il y ait un peu de fond quoi... Il y en a c'est... maigre. Ils répètent un peu tous les mêmes choses aussi. Donc on essaie de varier. Après dans les manifs... Si, là on avait fait parler Fly rider, mais on fait pas forcément parler les gens. Des fois on fait juste un déroulé en images de la manif avec des synthés, avec des textes dessus : "ça a commencé à telle heure...", "ils sont allés là...", "ça a dérapé en fin d'après..."". Parce que ce que veulent voir les gens c'est des images. Si ces vidéos elles sont autant vues c'est parce qu'il y a de la casse. On est plus dans le fait-divers que dans le social. Donc, pour pas qu'on nous reproche de faire que ça, on les fait régulièrement parler... » (JRI, média régional)

L'empathie, parfois non dénuée de mépris de classe, à l'égard de « l'authenticité » des débuts sur les ronds-points a finalement largement laissé la place à une préférence journalistique pour les images de violence. L'improbable interprétation politique, la restitution fait-diversière des affrontements et la domination des logiques commerciales – qui privilégient les violences spectaculaires – produisent finalement une représentation journalistique du mouvement des Gilets jaunes principalement focalisée sur des violences dénuées de sens politique.

CONCLUSION

La vaste mobilisation des Gilets jaunes est un mouvement social exceptionnel à bien des égards. Ses caractéristiques littéralement extra-ordinaires l'ont rendue très difficile à appréhender par une grande partie du champ journalistique, tant elles étaient désajustées aux routines pratiques et interprétatives les plus ordinaires. Cette mobilisation déstabilise d'abord par son recrutement social parmi les classes populaires et classes moyennes précarisées : ces groupes sociaux présentent habituellement un faible intérêt pour les journalistes, qui ont du mal à les décrire adéquatement, à appréhender leur style de vie et donc à donner du sens à leurs revendications. Cette difficulté est redoublée par le fait que la mobilisation refuse de se doter de porte-paroles. Or, tant pour des raisons pratiques (le gain de temps pour la recherche des interlocuteurs) que symboliques (la légitimité de la parole recueillie), ces derniers comptent parmi les sources d'information les plus routinières des journalistes. Le sens des manifestations n'étant pas cadré par les prises de position des porte-paroles, il est en grande partie dépendant du point de vue d'autres sources extérieures – voire hostiles – au mouvement. La représentation médiatique des manifestations échappe d'autant plus aux manifestants qu'ils refusent de concevoir celles-ci comme une stratégie d'accès aux médias, contrairement à d'autres groupes mobilisés qui s'efforcent de faire de leurs actions des « manifestations de papier ». Le travail des journalistes, enfin, est déstabilisé par la violence des manifestations, celle de quelques manifestants tout d'abord, mais surtout, au fil des semaines, celle des forces de l'ordre. La plupart des journalistes délaissent alors les cortèges, ou ne leur accordent qu'une présence minimale – concentrée sur les premières minutes de la manifestation, avant que ne débute la répression, qui échappe ainsi au regard des journalistes.

Cette inadéquation structurale entre les propriétés du mouvement des Gilets jaunes, notamment l'économie de leurs manifestations, et les routines pratiques et interprétatives des journalistes contribue à expliquer que la représentation médiatique de ces manifestations repose sur un cadrage fait-diversier dépolitisant. Pour les raisons recensées dans la première partie, les journalistes ont, pour la plupart, de grandes difficultés à caractériser la portée politique de cette mobilisation. Très dépendants des sources officielles, politiques et policières, ils tendent à relayer une vision des manifestations réduite à des faits de violence gratuite de la part des Gilets jaunes. Les violences policières, qui deviennent pourtant de plus en plus structurantes au fil des semaines, sont invisibilisées pendant de longs mois, et ne sont pas

catégorisées comme une question politique. C'est finalement l'aspect spectaculaire des violences qui retient l'attention d'une grande partie du champ journalistique.

Incapacité à décrire et expliquer un mouvement social extra-ordinaire, difficulté à collecter des informations dans un contexte de tensions, recours aux sources officielles habituelles, primat des logiques économiques (valorisation des images spectaculaires, etc.)... : les routines journalistiques, bien que profon-

dément désajustées aux propriétés de la mobilisation des Gilets jaunes, n'ont guère été remises en cause, ce qui a produit une représentation médiatique dominante très largement décalée avec la réalité du mouvement, observée par de nombreux chercheurs et vécue par les protagonistes.

Proposé le 1^{er} août 2020
Accepté le 10 novembre 2020

NOTES

¹ L'acte 22 fut le premier acte national se déroulant à Toulouse. Les secouristes volontaires (street medics) ont dénombré 146 blessés sur cette seule journée (il n'existe aucun dénombrement officiel des personnes blessées dans le cadre de ces manifestations).

² Évidemment, les conditions de production du point de vue scientifique sur ces mobilisations (enquêtes longues et collectives, combinaison de multiples approches méthodologiques, etc.) sont bien plus favorables pour ce faire que les conditions de réalisation du travail journalistique.

³ Florence Aubenat, « 'Gilets jaunes' : la révolte des ronds-points », *Le Monde*, 15 décembre 2018. URL : https://www.lemonde.fr/societe/article/2018/12/15/sur-les-ronds-points-les-gilets-jaunes-a-la-croisee-des-chemins_5397928_3224.html

⁴ David Dufresne a recensé, depuis novembre 2018, les blessés durant les manifestations de Gilets jaunes à partir d'au moins une photo ou une vidéo vérifiée. URL : <https://www.mediapart.fr/studio/panoramique/allo-place-beauvau-cest-pour-un-bilan>

⁵ Lors d'une réunion d'un groupe du mouvement le lundi suivant, un des participants, un homme d'une trentaine d'années, fonda en larmes à sa seule évocation.

⁶ « À Toulouse, une manif empêchée avant d'avoir commencé », *L'Humanité*, 30 avril 2019.

⁷ Un article, uniquement disponible en ligne, évoquera l'expérience des manifestants : https://www.ladepêche.fr/2019/04/14/Acte-22-a-toulouse-nina-une-manifestante-temoigne-hier-j'ai-cru-mourir_8130505.php

⁸ Conseil supérieur de l'audiovisuel, Baromètre de la diversité de la société française. Vague 2019, p. 23.

⁹ *Ibid.*, p. 25

¹⁰ Le journal *Libération* dénombrait, entre le 25 novembre et le 6 décembre 2018, 91 apparitions de cet agent d'assurances sur les chaînes de télévision (dont 88 sur BFMTV). https://www.liberation.fr/checknews/2018/12/08/eric-drouet-benjamin-cauchy-et-christophe-chalencon-les-trois-gilets-jaunes-les-plus-vus-a-la-tv_1695414, consulté le 13 juin 2019.

¹¹ Les journalistes de France 3 Occitanie ont ainsi révélé les accointances entre le supposé leader des Gilets Jaunes à Toulouse et le parti de Nicolas Dupont Aignan, *Debout la France* (cf. <https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/haute-garonne/toulouse/toulouse-qui-est-vraiment-porte-parole-gilets-jaunes-benjamin-cauchy-1578957.html>, consulté le 13 juin 2019).

¹² Ce sont les forces de l'ordre qui introduisent finalement de la régularité et de la prévisibilité en intervenant de manière quasi rituelle en milieu d'après-midi. L'arrivée de l'hélicoptère servant à organiser les manœuvres est même « saluée » par la clameur des manifestants.

¹³ À cet égard, il faut être prudent dans l'usage des matériaux obtenus. Les entretiens réalisés en novembre 2018 concernent principalement la violence des manifestants à leur égard, tandis que les entretiens réalisés au printemps 2019 vont concerner principalement les violences de la police.

¹⁴ Ce sont singulièrement les journalistes de télévision (les correspondants de BFMTV et CNews furent pris à partie le 24 novembre 2018) qui ont été visés et le sont toujours. Une caméraman nous a ainsi décrit comment elle dut se servir de son pied de caméra pour mettre un terme à une altercation.

¹⁵ Certains journalistes appartenant à l'encadrement de la rédaction ont couvert ces événements au motif qu'ils étaient seuls responsables des risques qu'ils prenaient. Le correspondant pigiste d'un média national s'y investit lui aussi, malgré les incertitudes de son statut. Parce qu'il est expérimenté, ce statut lui confère une certaine liberté (il n'est pas en service commandé pour sa hiérarchie), dont il se saisit pour produire des récits plus conformes à ses dispositions politiques que ne le font ses confrères. Dans certains cas, la prise de risque physique peut aussi être mise à profit pour « faire la différence » avec les concurrents, c'est-à-dire pour aller là où les autres n'osent pas/plus aller, se faire remarquer, comme ce fut le cas d'un jeune pigiste dont une vidéo spectaculaire a été achetée par la grande chaîne états-unienne ABC.

¹⁶ Extrait d'entretien avec une journaliste pour un média national.

¹⁷ Extrait d'entretien avec un journaliste d'un média local

¹⁸ « Autre élément significatif tout au long de la collecte, le nombre important de personnes n'affichant aucune proximité politique (52 %). Un peu plus du tiers des Gilets jaunes interrogés.e.s (35 %) refusent de se situer sur le clivage gauche-droite. Parmi ceux qui acceptent de le faire, ils sont bien plus nombreux à se situer à gauche, entre 1 et 3 sur une échelle de 1 à 7 (44 %), qu'à droite, entre 5 et 7 sur cette même échelle (15 %), et majoritairement aux extrémités de l'axe. » (Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes)

¹⁹ « La presse, quant à elle, relaie quelque peu les revendications des Gilets jaunes au moyen d'un cadrage de type micro-trottoir. » (Sebbah et al., 2018).

²⁰ « Allez-y franchement, n'hésitez pas à percuter. Ça fera réfléchir les suivants » : le jour où la doctrine du maintien de l'ordre a basculé ([lemonde.fr](https://www.lemonde.fr))

²¹ Par exemple : Article du 14 octobre 2019 « Acte 48 des Gilets jaunes : 'Taper les gens à terre, c'est les ordres ?' ». URL : <https://www.mediapart.fr/studio/podcasts/lecture/acte-48-des-gilets-jaunes-taper-les-gens-terre-c-est-les-ordres>

BIBLIOGRAPHIE

- Bendali Z., Challier R., Della Sudda M. *et al.*, 2019. « Le mouvement des Gilets jaunes : un apprentissage en pratique(s) de la politique ? », *Politix*, n° 128, pp. 143-177.
- Berthaut J., Darras É., et Laurens S., 2009. « Pourquoi les faits-divers stigmatisent-ils ? L'hypothèse de la discrimination indirecte », *Réseaux*, n°157-158, pp. 89-124
- Champagne P., 1984. « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°52, pp. 19-41.
- Charron J., 1994. *La production de l'actualité: une analyse stratégique des relations entre la presse parlementaire et les autorités politiques au Québec*, Montréal: Boréal.
- Charron J., de Bonville J., 1996. « Le paradigme du journalisme de communication : essai de définition », *Communication*, vol 17, n°2, pp. 50-97.
- Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, 2019. « Enquêter *in situ* par questionnaire sur une mobilisation. Une étude sur les Gilets jaunes », *Revue française de science politique*, vol. 69, n°5, pp. 869-892.
- Comby, J.-B. et Pagis J., 2018. « Introduction. Politiques de catégorisation du monde social », *Politiques de communication*, n°10, pp. 5-26.
- Frau C., 2014. « Construire des manifestations de papier », *Réseaux*, n° 5, pp. 22-49.
- Gatlung J., 1965. « The Structure of Foreign News », *Journal of International Peace Research*, 1, pp. 64-90.
- Hall S., Clarke J., Critcher C., Jefferson T., & Roberts B., 1978. *Policing the crisis: Mugging, law and order and the state*, London: McMillan.
- Hoggart R., 1957. *The uses of literacy*. Transaction publishers.
- Lester M., 1980. « Generating newsworthiness: The interpretive construction of public events », *American sociological review*, pp. 984-994.
- Marchetti D., 1997. *Contribution à une sociologie des transformations du champ journalistique dans les années 80 et 90*, Paris, thèse de sociologie, EHESS.
- Molotch H. et Lester M., 1974, « News as purposive behavior: On the strategic use of routine events, accidents, and scandals ». *American sociological review*, pp. 101-112.
- Neveu E, 1999. « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, n°98, pp. 17-85.
- Padioleau J. G., 1976. « Système d'interaction et rhétoriques journalistiques », *Sociologie du travail*, 18^e année n°3, pp. 256-282
- Pichonnaz D., 2013. « Communication policière et discours sur la déviance. Une expertise marquée par des enjeux professionnels et corporatistes », *Politiques de communication*, n°1, pp. 127-150.
- Pilmis O., 2014. « Produire en urgence. La gestion de l'imprévisible dans le monde du journalisme », *Revue française de sociologie*, vol. 55, n°1, pp. 101-126.
- Ravelli Q., Bendali Z., Bonin L. *et al.*, 2020. « Le Gilet et le Marteau. L'Assemblée des assemblées organise l'aile gauche des ronds-points », *Mouvements*, n° 101, pp. 13-24.
- Schlesinger P., 1992, « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies de la source d'information et les limites du média-centrisme », *Réseaux*, n°51, pp.75-98.
- Sebbah B., Loubère L., Souillard N., Thiong-Kay L. et Smyrniaios N., 2018. *Les Gilets jaunes se font une place dans les médias et l'agenda politique*. [Rapport de recherche] Laboratoire d'Etudes et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales.
- Souillard N., Sebbah B., Loubère L., Thiong-Kay L. et Smyrniaios N., 2020. « Les Gilets jaunes, étude d'un mouvement social au prisme de ses arènes médiatiques », *Terminal* [En ligne], n°127
- Tuchman G., 1973. « Making News by Doing Work: Routinizing the Unexpected », *American Journal of Sociology*, 79, no. 1, pp. 110-131.
- Tuchman G., 1978. *Making news: A study in the construction of reality*, New York: The Free Press.



RESUMÉ | ABSTRACT | RÉSUMO

La « violence » des Gilets jaunes : quand la fait-diversification fait diversion. Les routines journalistiques à l'épreuve des manifestations à Toulouse (novembre 2018-juin 2019)

***Gilet jaunes* violence: when protocol becomes static – journalistic routine put to the test during the Toulouse protests (November 2018 – June 2019)**

A “violência” dos coletes amarelos: quando transformar o fato em *fait divers* cria um desvio. Rotinas jornalísticas postas à prova em manifestações em Toulouse (novembro de 2018 a junho de 2019)

Fr. L'article analyse la production des cadrages journalistiques du mouvement des Gilets jaunes, dans les premiers mois de celui-ci (novembre 2018-juin 2019). Analysant le travail des journalistes lors des manifestations qui ont eu lieu chaque samedi à Toulouse, il souligne que ces dernières ont été très souvent médiatisées sous l'angle des violences de certains manifestants contre des biens (vitrines de banques, matériel urbain, etc.), mais aussi contre les forces de l'ordre et parfois contre des journalistes. Ce cadrage invisibilise d'autres aspects structurants de ces mobilisations, telles que la violence sociale qui en est à l'origine, et la violence physique des forces de l'ordre contre les manifestants. L'hypothèse explicative défendue dans cet article est que les routines du travail journalistique (dépendance aux sources officielles, à la représentation politique, etc.) n'étaient pas ajustées aux propriétés spécifiques de ce mouvement : recrutement social parmi les franges de la population les moins médiatisées, refus de désigner des porte-paroles et de développer des stratégies d'accès aux médias, violence des manifestations qui complique le travail des journalistes. Il en découle un cadrage fait-diversier qui tend à dépolitiser la représentation du mouvement des Gilets jaunes, en réduisant les manifestations à des éruptions de violences arbitraires et gratuites. Cet article repose sur un travail d'enquête collectif mené depuis novembre 2018. Celui-ci combine des observations dans les manifestations toulousaines, des entretiens semi-directifs (journalistes locaux ou nationaux, « street-reporters » etc.) et une étude du corpus de presse écrite et audiovisuelle, mais aussi des réseaux socio-numériques des Gilets jaunes.

Mots-clés : Routines journalistiques, Gilets jaunes, Violence, Mobilisation, Manifestation

En. This study looks at how journalists framed the first months of the *Gilets jaunes* (Yellow vests) demonstrations in Toulouse (November 2018 – June 2019). An analysis of the journalism covering the weekly Saturday protests shows a disproportionate depiction of violence by some protesters against property (bank windows, public property, etc.), police and sometimes journalists. This framing renders some structuring elements of the movement invisible, including root cause social violence and police brutality against protesters. The hypothesis proposed in this paper suggests that journalism protocol (reliance on official sources, political representation, etc.) did not take into account the unique features of the movement, which complicated the work of journalists: the participation of less-mediatised fringe population groups; demonstrators' refusal to appoint spokespersons and develop media access strategies; and the violence inherent in the protests. The result is an unbalanced framing that depoliticizes the *Gilets jaunes* movement by diminishing the demonstrations to eruptions of arbitrary and gratuitous violence. This paper is based on a collaborative study carried out since November 2018 that combines observations of the Toulouse demonstrations, semi-structured interviews (local and national journalists, “street-reporters,” etc.) and a study of the written and audiovisual journalism corpus and the social media networks of the *Gilets jaunes*.

Keywords: journalistic protocols, Yellow vests, *Gilets jaunes*, violence, movement, protest

Pt. O artigo analisa a produção do enquadramento jornalístico do movimento dos coletes amarelos, nos primeiros meses desse (novembro de 2018 a junho de 2019). Analisando o trabalho dos jornalistas durante as manifestações que aconteciam todos os sábados em Toulouse, observa-se que estas eram muitas vezes divulgadas sob o ângulo da violência de certos manifestantes contra bens e patrimônios (bancos, equipamentos urbanos, etc.), mas também contra forças policiais e, às vezes, contra jornalistas. Esse enquadramento torna invisíveis outros aspectos estruturantes dessas mobilizações, como a violência social que está na origem delas e a violência física da polícia contra os manifestantes. A hipótese explicativa defendida neste artigo é que as rotinas do trabalho jornalístico (dependência de fontes oficiais, de representação política etc.) não se ajustavam às propriedades específicas desse movimento: recrutamento social entre os segmentos da população com menos acesso à informação, recusa em nomear porta-vozes e em desenvolver estratégias de acesso à mídia e violência das manifestações de modo a complicar o trabalho dos jornalistas. O resultado é um enquadramento que tende a despolitizar a representação do movimento dos coletes amarelos, ao reduzir as manifestações a erupções de violência arbitrária e gratuita. Este artigo baseia-se em um trabalho de levantamento coletivo realizado desde novembro de 2018. Combina observações de manifestações em Toulouse, entrevistas semiestruturadas (com jornalistas locais ou nacionais, “repórteres de rua”, etc.) e um estudo do corpus da imprensa escrita e audiovisual, assim como de redes sócio-digitais dos coletes amarelos.

Palavras-chave: Rotinas jornalísticas, coletes amarelos, violência, mobilização, manifestação

